

Bujumbura se dit ouvert au dialogue inter-burundais "à l'intérieur du pays"

@rib News, 26/05/2018 Source Xinhua Les plus hautes autorités burundaises restent ouvertes au dialogue inter-burundais "à l'intérieur du pays" en prévision des prochaines élections générales projetées pour l'horizon 2020, a déclaré vendredi à Bujumbura M. Alain-Diomède Nzeyimana, porte-parole adjoint du président du Burundi, Pierre Nkurunziza.

Dans un point de presse, M. Nzeyimana a agissait au plaidoyer lancé par l'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU au Burundi, Michel Kafando, appelant à la reprise d'un dialogue inter-burundais "inclusif" pour trouver des solutions durables à la "crise actuelle" sous l'égide de la Communauté Est-Africaine (CEA). A ce jour, celle-ci est composée de six Etats : Burundi, Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda et Soudan du Sud. M. Kafando, qui intervenait jeudi à New York au cours d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies consacrée à l'examen de la situation au Burundi, tenue quatre jours après la proclamation, par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), des résultats du référendum constitutionnel du 17 mai dernier faisant état d'un "oui" pour le projet de constitution amendé. M. Nzeyimana a souligné que la dernière élection référendaire est le fruit de ce dialogue organisé en 2016 sur l'ensemble du territoire burundais, sous l'égide de la Commission Nationale du Dialogue Intérieur (CNDI). "L'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU au Burundi a certes parlé du dialogue ; néanmoins, il n'a pas mentionné un dialogue externe. Il a parlé tout simplement d'un dialogue inclusif. En effet, les recommandations sorties de ce dialogue ont abouti à l'organisation du dernier référendum populaire, qui s'est exprimé en faveur de l'adoption de la nouvelle constitution burundaise". La promulgation de la nouvelle loi fondamentale burundaise, qui interviendra après la validation définitive des résultats du scrutin référendaire du 17 mai dernier par la Cour constitutionnelle, ouvrira le Burundi à une nouvelle ère en termes de gouvernance politico-économique et sociale au cours des années à venir. La nouvelle constitution ouvrira aussi le boulevard pour l'adhésion du Burundi au calendrier budgétaire en vogue dans les cinq autres pays de la CEA. M. Nzeyimana a déploré le fait que les Nations Unies parlent de "manque d'avancées significatives" au niveau du processus politique burundais alors que les faits sur le terrain politique burundais attestent plutôt le contraire. En effet, a-t-il expliqué, aujourd'hui, les Burundais sont "en train de savourer le résultat" du dialogue interburundais ; car, a-t-il insisté, ce sont les Burundais eux-mêmes, qui ont recommandé la révision de la constitution actuelle en vigueur depuis 2005. Pour M. Nzeyimana, c'est déplorable d'assister à la poursuite de l'utilisation, par des personnalités comme l'envoyé spécial Kafando, du terme "crise" pour décrire la situation actuelle au Burundi, pour faire valoir qu'on ne peut pas organiser des élections "crédibles" dans le pays. Il en a profité pour appeler les acteurs politiques burundais se trouvant à l'étranger, à participer à l'élaboration d'une feuille de route avec leurs compatriotes présents dans le pays, à préparer une bonne conduite des prochaines élections burundaises de 2020. "En effet, ils ne pourront pas se préparer aux prochaines échéances électorales ; parce que tout simplement, le Burundi est gouverné au Burundi. En plus, les élections se tiendront au Burundi ; et, pour ce faire, les politiciens burundais se trouvant à l'étranger et n'ayant rien à s'accuser, doivent rentrer au pays. Parce qu'avec la nouvelle constitution montrant comment la gouvernance burundaise est dorénavant organisée ; le Burundi a pris un chemin de non-retour", a-t-il martelé.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});